



Madame la présidente,

Lors des précédentes réunions, nous vous avons fait part de nos inquiétudes face à l'alourdissement de la charge de travail des agents et la pression qu'ils subissaient suite aux annonces ministérielles dans un contexte déjà difficile ; inutile de rappeler les résultats du dernier observatoire interne faisant état d'un mal être et de découragement plus que palpable des agents, et avec une pression d'ores et déjà bien présente du fait des JOP. Nous vous demandons alors un renforcement en effectif et une reconnaissance pécuniaire des agents, sans cesse sollicités et mobilisés face aux divers enjeux ces dernières années (covid avec les relevés des prix des masques, des gels hydroalcooliques et les fermetures des rayons des grandes surfaces, crise des raffineries avec les relevés des prix dans les stations services, guerre en Ukraine, grippe aviaire, inflation avec les relevés de prix dans les grandes surfaces et les contrôles Shrinkflation et cheapflation, alertes alimentaires, réorientation suite à la perte de la mission ssa, intégration de la mission BPF cosmétiques...).

Nous vous rappelons d'ailleurs que l'employeur, doit prendre « *les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs* ».

Nous nous réjouissons que notre Ministre ait pris le temps de s'adresser directement aux agents dans une vidéo au cours de laquelle il leur réaffirme son soutien. Au cours de cette vidéo, Bruno Lemaire indique qu'il veillera à nous « assurer les moyens nécessaires au bon exercice de vos missions » ... « y compris par le rééquilibrage de votre programme d'enquêtes dans le contexte de crise que nous connaissons ». Cette dernière mention nous laisse perplexes. Pour nous, l'adaptation du programme d'enquêtes face aux sollicitations récentes allait de soi et ne nécessitait pas qu'elle doive être réaffirmée. Par contre, pas un mot sur notre demande de renforcement des effectifs qui ne sont désormais plus à l'os mais dont les os commencent à être très fortement rongés ! Il est plus que tant d'agir pour que les agents puissent continuer à assurer leurs missions ! D'ailleurs, compte-t-il rencontrer les OS de la DGCCRF avant 2027 ?

Nous n'ignorons pas non plus les dernières annonces télévisuelles de Monsieur Lemaire et les 10 milliards d'économie, qui ont d'ores et déjà impacté les budgets de chaque administration. Néanmoins, nous n'y adhérons pas et vous affirmons que la DGCCRF ne peut pas se permettre d'économie sur la surveillance des marchés économiques et la sécurité des consommateurs. La fonte des effectifs ces dernières années se heurte désormais aux difficultés de recrutement qui ne permettent plus le renouvellement des effectifs. Il est urgent d'agir pour remédier à cette érosion. **Au-delà des mots ou des vidéos, les agents attendent des actes et des effets concrets sur leur quotidien... et certainement pas une entourloupe monétaire !**

Egalement, nous vous avons alerté sur les difficultés des directions à faible effectif qui ne cessent de croître voire même des chiffres qui ne correspondent pas à la réalité (nous en reparlerons plus tard). Outre l'impact certain sur les agents, désormais les difficultés rejaillissent sur les stagiaires devant adapter leur année de formation face à l'incapacité de ces directions à pouvoir leur assurer leurs stages pratiques.

Cela ne donne pas une bonne image de notre administration, incapable d'anticiper les difficultés, pourtant signalées en amont. Et nous pourrions toujours nous interroger ensuite sur ce qui a conduit des stagiaires à quitter notre administration avant même d'être titularisé !

Enfin, cette année, la DGCCRF a récupéré la mission du contrôle des bonnes pratiques de fabrication des cosmétiques. Les agents du secteur ont été sollicités pour se former et les RTR pour les accompagner dans cette nouvelle mission. Or, d'ores et déjà, il est entendu que la DGCCRF ne conserverait pas cette mission qui serait rapidement déléguée. Outre le manque de respect pour les agents s'investissant dans cette mission, dans un contexte d'effectif insuffisant, quelle perte de temps et que dire du message envoyé aux agents ? Nous vous demandons donc d'indiquer clairement la position de l'administration sur cette mission par égard et par transparence pour les agents.

Pour terminer, sur la forme, depuis de nombreux mois, nous déplorons la communication plus que tardive (parfois la veille des réunions) des documents de travail ne permettant pas une réelle étude de ces derniers. Désormais, cette méthode devient une mauvaise habitude avec en sus des documents qui sont modifiés en dernière minute, sans parler de ceux qui comportent visiblement des erreurs ... Avec en outre un agenda social, ultra modulable de semaine en semaine empêchant toute organisation...

Est-ce là le reflet de votre profond attachement au dialogue social de qualité que vous nous avez énoncé à votre arrivée ?

Si nous nous étions réjouis à la lecture de la première mouture de l'agenda social d'avoir enfin été entendu sur le fait que le dialogue ne pouvait avoir lieu que si l'on lui laissait un temps suffisant pour s'exprimer, nous avons rapidement déchanté en voyant que finalement le temps prévu pour cette instance avait été drastiquement réduit. Pourtant ce ne sont pas les sujets à l'ordre du jour qui font défaut : JOP, rapport social unique, concours, indemnitaire ... **Est-ce pour vous des sujets accessoires ? En tout cas, nous vous l'affirmons, pour nous ces sujets sont importants et ne méritent pas d'être ainsi bâclés. Les conditions de travail et de vie des agents doivent redevenir une priorité !**

